

Les conflits actuels rappellent que le monde est encore dépendant des hydrocarbures

Pourquoi il est si dur de sortir des énergies fossiles

ANNA PELEGRINI

Climat ► En 2023, à Dubaï, quand la communauté internationale s'est engagée à lancer la transition vers la sortie des énergies fossiles pour freiner le changement climatique, certains ont célébré le début de la fin du pétrole.

Trois ans plus tard, la guerre au Moyen-Orient rappelle crûment à quel point le monde est encore dépendant des hydrocarbures. Une dépendance qui aujourd'hui bouleverse l'économie et remet en question la sécurité énergétique à travers le monde.

Raison de plus pour se passer définitivement du pétrole, source d'énergie la plus émettrice en gaz à effet de serre? Malgré les nombreux appels en ce sens, la promesse faite à Dubaï lors de la COP28, conférence de l'ONU sur le climat, ne semble plus à l'ordre du jour.

Certains l'assument avec plus de brutalité que d'autres. Ainsi, le président américain, Donald Trump, l'a dit à travers son slogan de campagne: «Drill, baby, drill» («fore, chéri, fore»). Et l'a confirmé avec ses interventions militaires sur deux pays riches en pétrole, Venezuela et la Iran.

Dans ce contexte, plus de 50 nations participent à la semaine prochaine en Colombie à une réunion inédite sur la sortie progressive des énergies fossiles.

Enjeux économiques

«Si du jour au lendemain les compagnies pétrolières mettaient la clé sous la porte, ce serait un désastre économique planétaire sans précédent. Des géants bancaires comme HSBC feraient faillite», dit Claudio Angelo, coordinateur de politique internationale du réseau brésilien d'ONG Observatoire du climat.

Si les marchés financiers sont si sensibles aux fluctuations du prix du baril, c'est parce que les actifs liés au pétrole demeurent incontournables. L'économie de pays comme l'Arabie saoudite, le Koweït ou l'Irak dépend presque totalement des hydrocarbures.



Si les marchés financiers sont si sensibles aux fluctuations du prix du baril, c'est parce que les actifs liés au pétrole demeurent incontournables.

KEYSTONE PHOTO-PRÉTEXTE

D'autres économies comme la Colombie reposent tant sur ces revenus que le président, Gustavo Petro, réclame un allègement de la dette souveraine du pays pour pouvoir tenir sa promesse de ne plus signer de nouveaux contrats d'exploration pétrolière.

Manque de volonté

Des puissances exportatrices de brut, comme les Etats-Unis, le Canada et l'Australie, ont en revanche les moyens de mener à bien leur transition énergétique, estime Bill Hare, directeur de l'institut Climate Analytics. «C'est une question de volonté politique», affirme-t-il à l'AFP.

Mais tensions géopolitiques et économiques ont largement relégué au second plan la lutte contre le réchauffement climatique ces dernières années. Et certains gouvernements, à commencer par l'administration Trump, portent désormais sans complexe leur climatocépticisme en étendard. «Il y a toute une vision en Occident,



«Le secteur du pétrole et du gaz est le lobby le plus puissant de la Terre»

Claudio Angelo

menée par les Etats-Unis, de revenir, disons, à un modèle qui appartient déjà au passé», estime Leonardo Stanley, chercheur associé au Centre d'études sur la société à Buenos Aires.

Lobby puissant

«Le secteur du pétrole et du gaz est le lobby le plus puissant de la Terre, estime Claudio Angelo. Cela fait trente ans qu'il s'emploie à repousser les changements.» Par exemple, comme l'a montré une enquête de l'AFP en 2023, le cabinet de conseil McKinsey avait défendu en coulisses les intérêts de ses clients pétroliers, de la compagnie américaine ExxonMobil au géant saoudien Aramco, lors des préparatifs de la COP28.

Pour sortir du pétrole et engager la transition de leur économie, les pays producteurs qui dépendent de ces ressources et les pays pauvres ont un besoin considérable de soutien financier.

«Il faut une certaine bonne volonté de la part des grandes

et moyennes puissances économiques pour créer un système international qui facilite» cette transition, ce qui n'est pas le cas jusqu'à présent, explique Bill Hare.

Record

Malgré tout, il y a des avancées. En 2025, les énergies renouvelables ont représenté près de 50% de la capacité électrique mondiale, un record selon l'Ire-na, l'agence internationale qui soutient la transition énergétique dans le monde.

La Chine, premier émetteur mondial de gaz à effet de serre et en même temps leader dans la production d'énergies renouvelables, a augmenté de façon spectaculaire ses capacités éoliennes et solaires l'an dernier. Au Pakistan, l'énergie solaire, encore marginale en 2020, est devenue l'une des principales sources d'électricité.

Dans plusieurs régions d'Australie et des Etats-Unis, l'essor des renouvelables a fait baisser la facture d'électricité, souligne Bill Hare. AFP